

PROCES VERBAL SUCCINCT DU CONSEIL MUNICIPAL DU 4 DECEMBRE 2009

L'an deux mille neuf, le quatre décembre à vingt heures et trente minutes, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie en séance publique sous la présidence de Monsieur PINTURIER.

Étaient présents :

M PINTURIER Jean Benoît, Mme LECUREUR Laurence, M LEMAIRE Thierry, Mme MICHIELS Marielle, M BENGELOUNE Samir, M BIET Jean Louis **a quitté la séance à 21h31(absent à partir de la délibération n°9)** M FUSELLIER Alain, Mme PEROT Nathalie, M LECUREUR Jean Claude, Mme CHAIGNEAU Juliette, M FANTINEL Jean Louis, M AZZOUG Mourad, Mme AZZOUG Patricia, M BARRET Philippe, Mme CARRETO Nathalie, Mme MOINE Nathalie, Mme LE BARS-GIRINON Aurélie, Mlle MILLOUR Christelle, M CHARINI Lamoricière, Mme CAMBOULIN Chimène, Mme ALEXIS Maryvonne, Mme THOUVENIN Jocelyne, M KAJOULIS Jean Pierre, M METAYER Thierry, M BONNERAVE Daniel.

Absents excusés :

M BONNERAVE Claude ayant donné pouvoir à Mme CAMBOULIN
M KOITA Tidiane ayant donné pouvoir à M KAJOULIS

Absents :

M CARON Michel
Mme MOTIN Valérie

Le Maire constate le quorum et propose au vote une secrétaire de séance : Mme CAMBOULIN
L'ensemble des conseillers municipaux renoncent au vote à bulletin secret.
Mme CAMBOULIN est élue à l'unanimité secrétaire de séance.

Point n°1 : APPROBATION DU COMPTE RENDU DE LA SEANCE DU 23 OCTOBRE 2009

Le compte-rendu de la séance est approuvé à l'unanimité par 27 voix POUR.

Point n°2 : MODIFICATION DE L'ACCORD RELATIF A L'AMENAGEMENT DU TEMPS DE TRAVAIL DES AGENTS

Afin d'adapter l'organisation du temps de travail des agents aux besoins de la collectivité, il est proposé de modifier l'accord relatif à l'application de l'aménagement et de la réduction du temps de travail. L'accord initial a été adopté par la collectivité en date du 7 décembre 2001 et amendé par un avenant en date du 7 février 2004. Le projet d'accord ci-joint a reçu un avis favorable à l'unanimité du Comité Technique Paritaire en date du 23 novembre 2009.

Il est rappelé en préambule de l'accord que :

- La réduction du temps de travail est effective pour tous les agents de droit public et de droit privé de la Mairie à temps complet accomplissant plus de 35 heures de travail par semaine.
- Le temps de travail est aménagé et concerté en fonction des contraintes et nécessités de chaque service en vue de l'amélioration du service public.
- La démarche s'accompagne dans tous les services d'un projet concret d'amélioration du service public.

- La réduction du temps de travail ne s'accompagne d'aucune mesure de réduction ou de gel du traitement des agents.

Il est proposé d'appliquer cet accord à compter du 1^{er} janvier 2010.

La délibération est adoptée à l'unanimité par 27 voix POUR.

Point n°3 : MODIFICATION DES HORAIRES D'OUVERTURE DES SERVICES MUNICIPAUX AU PUBLIC

L'autorité territoriale propose de modifier les horaires d'ouverture des services administratifs au public. Cette modification est motivée par différents éléments:

- La volonté d'harmoniser et d'adapter les horaires pour l'ensemble des services ouverts au public. Actuellement chaque service fonctionne selon ses horaires propres ce qui n'assure pas la lisibilité que le public est en droit d'attendre. Par ailleurs, l'amplitude d'ouverture hebdomadaire apparaît relativement monolithique sans continuité satisfaisante du service public.
- La nécessité de permettre aux agents d'exécuter leurs tâches sur un temps de travail non ouvert au public.
- La prise en compte des relevés de fréquentation statistique des services (physique et téléphonique) qui font état de spécificités mais aussi de temps de convergence.

	lundi				mardi				mercredi				jeudi				vendredi				samedi			
	Accueil	Urba	CCAS	Périscolaire	Accueil	Urba	CCAS	Périscolaire	Accueil	Urba	CCAS	Périscolaire	Accueil	Urba	CCAS	Périscolaire	Accueil	Urba	CCAS	Périscolaire	Accueil	Urba	CCAS	Périscolaire
9h 12h																					12h30	12h30	12h30	12h30
14h 17h30																								
17h30 19h																								

Il est précisé que cette organisation horaire correspond au temps d'ouverture des services au public. Elle ne comprend donc pas le temps de travail propre aux agents et ceux nécessaires à l'ouverture et à la fermeture des services. L'organisation horaire individuelle sera étudiée avec chaque agent selon les nécessités de service.

Il est proposé d'adopter cette nouvelle organisation horaire à partir du 4 janvier 2010. Une phase d'expérimentation (avec relevé statistique) de 6 mois sera mise en place. A l'issue de cette période, un bilan sera présenté pour étudier les possibilités d'ajustement et/ou de prolongation de la réorganisation horaire.

Cette proposition a été soumise au Comité Technique Paritaire en date du 23 novembre 2009 qui a émis un avis favorable à l'unanimité.

La délibération est adoptée à l'unanimité par 27 voix POUR.

Point n°4 : ORGANISATION DU TRAVAIL DES SERVICES TECHNIQUES EN CYCLE

Il est proposé de mettre en place une organisation du temps de travail des services techniques en cycle conformément à l'article 7 de l'accord relatif à l'aménagement du temps de travail. Le comité technique paritaire a émis un avis favorable à l'unanimité à ce principe en date du 23 novembre 2009.

Un cycle annuel est basé sur une période de 22 semaines à 41 heures (période estivale) et une seconde période de 23 semaines à 35 heures (période hivernale). 3 heures resteront à effectuer par agent pour atteindre 1710 heures annuelles ouvrant droit au temps libéré.

Le planning hebdomadaire suivant est proposé pour chacune des périodes. Il est précisé que ce planning est susceptible d'évoluer en fonction des nécessités de service et des transpositions individuelles.

Période hivernale (23 semaines à 35 heures)

5 jours	8h00 - 12h00	soit 4h
	13h30 - 16h30	soit 3h
	Total journalier	7h
	Total hebdomadaire	35h

Période estivale (22 semaines à 41 heures)

4 jours	7h30 - 12h00	soit 4h30
	13h00 - 17h00	soit 4h
	Total journalier	8h30
1 jour	7h30-12h00	soit 4h30
	13h00-15h30	Soit 2h30
	Total journalier	7h
	Total hebdomadaire	41h

La préparation des manifestations communales sera comprise dans les plannings hebdomadaires des agents. Pourront être rémunérées sous forme d'Indemnité Horaire pour Travaux Supplémentaires les heures de nuit, les interventions dans le cadre d'astreinte, les dimanches et jours fériés et sur proposition exceptionnelle de l'autorité liée au besoin du service public.

La délibération est adoptée à l'unanimité par 27 voix POUR.

Point n°5 : PRISE EN CONSIDERATION D'UN PROJET D'AMENAGEMENT ET ADOPTION D'UN PERIMETRE D'ETUDES

L'étude du territoire communal en lien avec le Plan Local d'Urbanisme permet de dégager un certain nombre de constats :

- La commune a été fortement influencée par le phénomène de périurbanisation francilien : des ménages provenant de la première couronne d'Ile de France qui sont dépendants de leur véhicule personnel.
- La classe d'âge apparaît très homogène avec un vieillissement des premières générations ce qui a une incidence sur les attentes et besoins en matière d'équipements et de commerce.
- Le profil de la commune est très résidentiel avec une structure urbaine éclatée, constituée au gré de la construction des lotissements de part et d'autre du centre ancien.
- La nécessité d'envisager des aménagements publics permettant de renforcer la centralité, l'identité et l'animation communales

La collectivité émet la volonté d'œuvrer à la valorisation de son centre-ville par son renouvellement urbain, le renforcement de la centralité et des espaces publics. L'offre monolithique du parc de logement actuel induit la mise en œuvre de projet de diversification des types de logement.

Tout projet d'aménagement suppose préalablement une maîtrise foncière des zones centrales restant à développer. Il est donc proposé d'adopter un périmètre d'étude, selon l'article L111-10 du code de l'urbanisme, sur les zones suivantes :

- Le secteur de Maison Neuve jusqu'au champ du Tillet correspondant à l'intégralité de la zone IIAU mentionnée au PLU.
- Le secteur du Centre ville historique longeant une partie de la Grande Rue correspondant à l'intégralité de la zone UAa mentionnée au PLU.

L'article L.111-10 du code de l'urbanisme permet l'utilisation du sursis à statuer dès que la mise à l'étude d'un projet de travaux publics a été pris en considération par l'autorité administrative compétente et que les terrains affectés à ce projet ont été délimités. Ceci permet d'assurer la faisabilité de travaux qui ne nécessitent pas le recours à l'expropriation mais qui présentent une grande importance dans la stratégie d'aménagement développée par l'administration.

La délibération est adoptée par 20 voix POUR, 3 voix CONTRE (Mme THOUVENIN, MM KAJOULIS et KOITA) et 4 ABSTENTIONS (Mmes ALEXIS, CAMBOULIN et MM BONNERAVE Daniel et BONNERAVE Claude)

Point n°6 : ADOPTION DU REGLEMENT INTERIEUR DU POINT ACCUEIL JEUNES

Il est proposé aux membres du Conseil Municipal d'adopter un règlement intérieur clarifiant le fonctionnement matériel et organisationnel du Point d'Accueil mis à la disposition des jeunes dans le cadre de la politique portée par le Service Municipal de la Jeunesse.

La délibération est adoptée à l'unanimité par 27 voix POUR.

Point n°7 : ADOPTION DES TARIFS DU POINT ACCUEIL JEUNES

Il est proposé aux conseillers municipaux d'adopter une grille tarifaire annuelle applicable au Point d'Accueil Jeunes selon les modalités présentées ci-dessous :

L'adhésion est de 5€ l'année pour les Pathusiens et de 15€ pour les extérieurs. Elle permet l'accès au PAJ et aux propositions d'activités.

En fonction des activités, une participation financière peut être demandée. Celle-ci est calculée par rapport à la dimension pédagogique et au coût réel de la sortie.

Le Paiement s'effectue sous forme de « PASS'Loisirs » en vente au PAJ ou au Service Municipal Jeunesse. Le montant du PASS est variable en fonction du choix du jeune et de ses responsables légaux. Le « PASS'Loisirs » est nominatif. Muni de son « PASS'Loisirs », le jeune peut ensuite s'inscrire de façon autonome à l'activité de son choix.

GRILLE DE PARTICIPATION FINANCIERE DU P.A.J.

	Habitant ville	Extérieur ville
Carte Adhésion Annuelle	5 €	15 €

	Habitant ville	Autres extérieurs
Participation A*	15 €	Plein tarif
Participation B	10 €	
Participation C	5 €	
Participation D	2 €	
Participation E	1 €	

* des majorations peuvent être effectuées en fonction des tarifs obtenus

Pour information - Explication des catégories :

A : sorties dites de consommation chère (parc de loisirs, concert et spectacle de variété non subventionné,...)

B : stages à la semaine (hip hop, graff, percussions...)

C : Sorties culturelles (cinéma, spectacle subventionné, concert salle subventionnée...)

D : Activités locales ponctuelles et sorties

E : Activités locales

La délibération est adoptée à l'unanimité par 27 voix POUR.

Point n°8 : AUTORISATION EN DEPENSES D'INVESTISSEMENT 2010

Il est proposé de prendre une délibération permettant d'engager des dépenses d'investissement avant le vote du budget, conformément aux dispositions extraites de l'article L 1612-1 du code général des collectivités :

« Dans le cas où le budget d'une collectivité territoriale n'a pas été adopté avant le 1er janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif de la collectivité territoriale est en droit, jusqu'à l'adoption de ce budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Il est en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.

En outre, jusqu'à l'adoption du budget ou jusqu'au 31 mars, l'exécutif de la collectivité territoriale peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

L'autorisation mentionnée à l'alinéa ci-dessus précise le montant et l'affectation des crédits.

Les crédits correspondants, visés aux alinéas ci-dessus, sont inscrits au budget lors de son adoption. Le comptable est en droit de payer les mandats et recouvrer les titres de recettes émis dans les conditions ci-dessus. »

Montant budgétisé

Dépenses d'investissement 2009 (Hors chapitre 16 « Remboursement d'emprunts ») : 1 286 826.84 – 450 000 = 836 826.84 €

Conformément aux textes, il est possible de faire application de cet article à hauteur maximale de 25% soit 209 206.71€

Il est proposé au conseil municipal de faire application de cet article à hauteur de 168 000€ selon l'affectation suivante :

Investissements	Affectation	Montant
ACHAT LOGICIELS	205	2 000
TRAVAUX EN REGIE	2135	10 000
TRAVAUX DE VOIRIE	2151	10 000
ACHAT MATERIEL/OUTILLAGE	21578	10 000
ACHAT MOBILIER ECOLES	2184	20 000
INSTALLATION CHAUFFAGE AILE GAUCHE BRUMIERS	2184	20 000
EQUIPEMENT CUISINE PAJ	2188	10 000
EQUIPEMENT INFORMATIQUE PAJ	2188	3 000
TRAVAUX BATIMENTS ST	2313	15 000
TRAVAUX ARCHIVES POSTE	2313	18 000
REFECTION VESTIAIRE COMPLEXE SPORTIF	2313	50 000
		168 000

La délibération est adoptée par 22 voix POUR et 5 voix CONTRE (MMES THOUVENIN et ALEXIS, et MM KAJOULIS, KOITA et BONNERAVE Daniel)

Point n° 9- SIGNATURE D'UNE CONVENTION RELATIVE AU SERVICE DE PREVENTION DES RISQUES PROFESSIONNELS DU CENTRE DE GESTION DE SEINE ET MARNE

Il est proposé au conseil municipal d'autoriser Monsieur le Maire à signer une convention relative au service de prévention des risques professionnels auprès du centre de Gestion de Seine et Marne qui ouvre la possibilité de bénéficier pour la collectivité de l'intervention d'un conseiller pour différentes actions (sur le milieu professionnel ; la réalisation et l'animation d'actions de sensibilisation ou de formation thématique; formation des ACMO).

La délibération est adoptée à l'unanimité par 26 voix POUR.

Point n°10- SIGNATURE D'UNE CONVENTION RELATIVE A L'INTERVENTION DU CONSEILLER EN PREVENTION DES RISQUES PROFESSIONNELS DU CENTRE DE GESTION DE SEINE ET MARNE

Il est proposé au conseil municipal d'autoriser Monsieur le Maire à signer une convention avec le Centre de Gestion relative à l'intervention du conseiller en prévention des risques professionnels qui intervient en qualité d'agent d'inspection en matière d'hygiène et de sécurité (ACFI).

La délibération est adoptée à l'unanimité par 26 voix POUR.

Point n°11- COMPTE RENDU DE DELEGATIONS

- **Décision n°D09-030 du 27 octobre 2009** portant acceptation d'une indemnité de sinistre ; bris de glace à la maison de solidarité
- **Décision n°D09-031 du 3 novembre 2009** portant signature d'un contrat avec l'association ARTEMUSE pour une représentation du spectacle intitulé « Norbert et ses drôles de dames » le samedi 9 janvier 2010 dans la salle de réception des Brumiers à Saint-Pathus
- **Décision n°D09-032 du 25 novembre 2009** portant signature d'un bail commercial entre la mairie de Saint-Pathus « bailleur » et la poste « le preneur » à compter du 1^{er} décembre 2009 pour neuf années consécutives.
- **Décision n°D09-033 du 25 novembre 2009** portant signature d'un contrat de prêt avec la caisse d'Epargne Ile de France

Point n°12 QUESTIONS DIVERSES

Liste UNION POUR SAINT-PATHUS

Question n°1 Allobus pour Saint-Pathus

Suite à votre sondage et à la confirmation du Conseil Général sur la poursuite de ce service qui, rappelons le permet de desservir la plateforme aéroportuaire de Roissy Charles de Gaulle, est-il envisagé de mettre en place ce service sur Saint-Pathus ?

Si oui à quelles conditions ?

Si non pour quelles raisons ?

Merci de votre réponse pour toutes les personnes qui travaillent sur cette plateforme.

PS : rappelons que ce service dessert déjà plus particulièrement Longperrier, Dammartin et Othis.

Réponse de Monsieur le Maire :

On ne peut qu'être satisfait que vous vous préoccupiez des problèmes de transports sur la commune et nous ne doutons pas de votre soutien plein et entier dans nos démarches.

« Allobus » est un service mis en place par le STIF, la Région Ile de France, le Conseil Général du Val d'Oise et le Conseil Général de Seine et Marne.

Ce service prend le relais des lignes régulières des CIF, 4 pour le Val d'Oise et 2 pour la Seine et Marne. La ligne 23 Villeparisis, Mitry Mory.

La ligne 701 Othis, Dammartin, Longperrier, Villeneuve sous Dammartin, Le Mesnil-Amelot.

Le système « Allobus » vient en complément de ces lignes en dehors des horaires réguliers sur des lignes existantes. Cela fonctionne par réservation et les personnes viennent prendre le bus aux arrêts de la ligne.

Pour la 1^{ère} année de fonctionnement, le Conseil Général de Seine et Marne a subventionné la part communale à 100%. A partir de 2010, la subvention sera portée à 50%. Les 50% restants seront à la charge des communes bénéficiaires. Exemple : cela correspond pour Dammartin à 18 000€ par an.

Aujourd'hui à Saint-Pathus, nous n'en sommes pas là. Vu le retard accumulé depuis de nombreuses années, nous négocions actuellement la mise en place de nouvelles lignes et la prolongation des lignes existantes.

Le syndicat mixte de la Goële qui a été créé le 4 décembre 2002 sous l'impulsion du préfet de Seine-et-Marne est chargé de gérer les projets concernant l'ensemble du canton, et notamment les questions relatives aux transports publics.

Actuellement, le syndicat mixte, le STIF et les CIF renégocient un nouveau contrat appelé contrat de type 2 qui doit être mis en place début 2010.

Le travail que la municipalité a réalisé sur la problématique transports de la commune de Saint-Pathus a porté ses fruits, puisque nous sommes conviés aux réunions de travail alors que depuis l'origine de ce syndicat nous n'y avons pas de représentant.

Question n°2 cession du terrain derrière le cimetière

Différentes agences immobilières proposeraient un terrain constructible en arrière plan du cimetière de Saint-Pathus !

Pourriez-vous infirmer ou confirmer cette information ?

Si la confirmation est faite, les contraintes liées aux habitations proches des cimetières seraient-elles respectées ?

Réponse de Monsieur le Maire :

Il existe effectivement un terrain proche du cimetière qui appartient à la commune et qui, aujourd'hui n'a pas de destination définie. Ce terrain a été délibérément sorti du périmètre du cimetière lors du vote de la délibération sur l'agrandissement dudit cimetière en séance du conseil municipal du 1^{er} Octobre 1999.

Une circulaire intérieur du 14 décembre 1951 stipule que la possession par les collectivités locales d'un domaine privé, géré par les règles du droit privé, ne se justifie que dans la mesure où les collectivités tirent de leur patrimoine, au même titre que les particuliers, tous les revenus qu'il est susceptible de leur fournir. Elle recommande aux ordonnateurs de ne pas laisser leur patrimoine inactif, de vendre les terrains incultes et de louer les propriétés susceptibles de l'être.

Nous regardons donc actuellement quelles sont les possibilités pour ce terrain et nous jugerons en temps utile de sa destination future, projet qui serait alors soumis au Conseil Municipal.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 21h50.

Saint-Pathus, le 10 décembre 2009

Le Maire,

Jean-Benoît PINTURIER